



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale
& pays baltes**

Veille régionale
du pôle

Développement durable

Mars 2024

Sommaire

Focus – situation géopolitique	3
Transports UE-Ukraine	3
Sécurité énergétique	3
Autres faits saillants	5
POLOGNE	5
HONGRIE.....	7
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	9
SLOVAQUIE.....	12
LITUANIE	14
LETTONIE	15
ESTONIE	15
Agenda	17

700 M€

Nouveaux contrats pour le renouvellement du matériel roulant polonais

C'est le montant des commandes en matériel roulant en Pologne en 2023

26 mars 2024

Slovenske elektrarne a arrêté sa dernière centrale à charbon.

Il s'agit du principal électricien de Slovaquie

Focus – situation géopolitique

Transports UE-Ukraine

1^{er} service commercial de trains couchette entre l'UE et l'Ukraine

Le premier service commercial de trains couchettes entre l'UE et l'Ukraine a été lancé le 27 mars par l'opérateur ferroviaire privé **RegioJet**. L'offre, qui relie Prague à Tchop, ville frontalière ukrainienne, en passant par Košice dans l'est de la Slovaquie, pourrait être prolongée jusqu'à Moukatchevo dans la région de Transcarpatie. *RegioJet* réplique ici le succès significatif de son offre reliant Prague à Przemysl, ville frontalière polonaise, qui a accueilli plus de 230 000 passagers en 2023 avec une fréquentation en hausse de 60 % par rapport à 2022.

Le gouvernement slovaque a par ailleurs approuvé un projet de transport ferroviaire de passagers notamment entre Kiev et Košice, en recourant aux rails à écartement large qui existent entre la frontière avec l'Ukraine et Košice (approximativement 100 km). Le projet prévoit la construction de quais pour les passagers ainsi que de bâtiments pour le contrôle douanier. Les travaux devraient coûter approximativement 7 M€.

Renforcement des points de passage entre la Hongrie et l'Ukraine

La Hongrie et l'Ukraine envisagent de signer un accord qui vise à faciliter le passage à la frontière entre les deux pays. L'accord prévoit l'ouverture d'un nouveau point de passage, ainsi que l'augmentation des capacités des points existants.

Sécurité énergétique

Souveraineté énergétique

La République tchèque et la Lituanie souhaitent développer leur souveraineté énergétique et ainsi sécuriser leur approvisionnement.

Le ministère lituanien de l'énergie a publié une nouvelle stratégie nationale d'indépendance énergétique, qui donne des projections et des objectifs à l'horizon 2050. Le pays devrait alors consommer environ 74 TWh d'électricité par an. L'objectif affiché est de faire de la Lituanie, qui importe aujourd'hui plus de la moitié de son électricité, un pays autosuffisant et même exportateur net, notamment d'hydrogène.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce de République tchèque, Jozef Sikéla, veut créer une entreprise publique de négoce du gaz naturel, afin de permettre au pays de sécuriser au meilleur prix ses approvisionnements en gaz et de s'assurer qu'il n'y ait plus d'importations de gaz russe. Selon le ministre, cette société publique signerait des contrats directement avec les pays où le gaz est extrait, comme la Norvège, le Qatar ou l'Algérie.

Stratégie énergétique en Hongrie avec les pays-tiers

Un oléoduc va être construit entre la ville hongroise d'Algyo et la ville serbe Novi Sad, pour un coût estimé à 150 M€. Il permettra - à partir de 2027 - de faire transiter 5 Mt de pétrole. La Serbie veut ainsi réduire sa dépendance envers la Croatie, par l'arrivée de pétrole russe via l'Ukraine et la Hongrie.

Les premières livraisons de gaz turc vont débiter en avril. Il est prévu que la Hongrie reçoive 275 Mt de gaz dans les prochains mois. Jusque-là, la Turquie n'exportait du gaz qu'aux pays limitrophes de ses frontières.

La Lituanie défend la sortie du GNL russe

En réunion du conseil transport de l'UE le 4 mars, le vice-ministre lituanien de l'Energie, Albinas Zananavičius, a promu l'arrêt des imports de GNL russe dans l'UE. Alors que les importations européennes de gaz russe par gazoducs ont considérablement diminué ces 2 dernières années (de 150 à 44,5 Mds m³), les importations de GNL ont augmenté de 38 %. La Lituanie s'en inquiète, pointant que – en prenant en compte l'importation de GNL - la dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie augmente au lieu de baisser : « *Les volumes croissants d'importations de GNL russe sont une tendance que nous ne pouvons ignorer, et des mesures concrètes doivent être prises sur cette question* », a déclaré A. Zananavičius.

Autres faits saillants

POLOGNE

Nominations

Le 18 mars, **Dorota Zawadzka-Stępnia**k a été nommée **présidente du Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW)**. Depuis juin 2022, elle était directrice du Bureau de la protection de l'air et de la politique climatique à la mairie de Varsovie. Mme Zawadzka-Stępnia était précédemment directrice du Département de l'Énergie et du changement climatique de l'association patronale Lewiatan (2020-2022), directrice chez PwC Advisory (2016-2019), présidente adjointe du NFOŚiGW en charge des programmes de soutien financier pour les projets d'efficacité énergétique, d'énergie renouvelables, de protection de l'air, de conservation de la nature et d'éducation à l'environnement (2014-2015).

Fin mars, **l'assemblée générale des chemins de fer polonais PKP S.A. a révoqué le président Krzysztof Mamiński et tous les membres du conseil d'administration**. Alan Beroud, qui dirigeait jusqu'à présent SKP Warszawa - opérateur du transport ferroviaire de passagers dans la région de Varsovie - a été ensuite nommé président de PKP.

Jerzy Małachowski de l'Université polytechnique militaire de Varsovie (WAT) a été nommé au poste de directeur du Centre national pour la recherche et le développement (NCBiR).

Énergie

- hydrogène

Le 4 mars, **le Ministère mauritanien du pétrole, des mines et de l'énergie a signé un protocole d'accord avec un consortium polono-mauritanien** comprenant Hynfra et Mauritania Green Ammonia. **Les entrepreneurs du projet s'attacheront à exploiter le riche potentiel des ressources naturelles de la Mauritanie**, notamment le potentiel des énergies solaire et éolienne, pour produire de l'hydrogène et de l'ammoniac d'une manière durable et respectueuse de l'environnement. Le projet prévoit la construction d'une usine dotée d'une capacité totale d'électrolyse de 120 à 200 MW et de sources d'énergie renouvelable pouvant atteindre 500 MW, ce qui permettra de produire environ 100 000 t d'ammoniac vert par an. Le coût total du développement et de la construction de l'usine est estimé à environ 1,5 Md\$.

Le laboratoire des produits de raffinage de Trzebinia (groupe Orlen) est devenu le 1^{er} site de Pologne et le 3^{ème} au monde à être accrédité ses méthodes de pointe pour des essais d'hydrogène de qualité automobile. Ce résultat est notamment le fruit d'une coopération avec le National Physical Laboratory (Royaume-Uni). En 2024, Orlen Laboratorium prévoit d'obtenir l'accréditation également pour son deuxième laboratoire - à Włocławek, où un pôle hydrogène sera bientôt lancé. Pour rappel, d'ici 2030, Orlen souhaite consacrer 7,4 Mds PLN (1,6 Md€) à des investissements liés à la production et à l'utilisation de l'hydrogène.

Environnement

La Pologne a envoyé à Bruxelles une version préliminaire de l'actualisation de son plan national énergie climat (**PNEC**). Cette mise à jour était attendue pour le 30 juin 2023. Le document vise une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 38 % d'ici 2030. La version transmise ne comprend pas de scénario avec mesures additionnelles, et la version consolidée du plan devrait (en théorie) être finalisée et transmise à la Commission d'ici au 30 juin 2024.

Le 20 mars a été **mis en place le Conseil National de la Protection de la Nature auprès de la ministre du Climat et de l'Environnement**. Les missions de ce nouvel organe sont les suivantes : évaluer la mise en œuvre de la loi sur la conservation de la nature ; donner un avis sur les stratégies, plans et programmes de conservation de la nature ; évaluer la mise en œuvre du programme pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité ; donner un avis sur les projets de législation en matière de protection de la nature ; présenter des propositions et des avis sur les questions relatives à la protection de la nature ; et populariser la protection de la nature. Le conseil compte 40 membres.

- déchets

20 000 t de déchets illégaux stockés à Tuplice (voïvodie de Lubuskie) seront renvoyés en Allemagne. C'est le résultat d'un accord entre le Ministère polonais du Climat et de l'Environnement et la partie allemande. Tuplice est le premier endroit d'où seront retirés des déchets transfrontaliers illégaux en provenance d'Allemagne. Leur existence a été révélée lors d'enquêtes menées par les inspecteurs de l'Inspection Régionale de la Protection de l'Environnement de Zielona Góra en 2015. Selon le calendrier, le retour des déchets de Tuplice vers l'Allemagne doit être achevé d'ici le 31 octobre 2024. Pour rappel, en novembre 2023, la Pologne a déposé plainte contre l'Allemagne auprès de la Cour de justice de l'UE pour ne pas avoir enlevé 35 000 t de déchets entrés illégalement en Pologne depuis l'Allemagne.

- eau

Le 8 mars 2024 à Varsovie, le vice-ministre des infrastructures Arkadiusz Marchewka a rencontré des représentants de la Banque mondiale. **L'objectif principal de la réunion était de poursuivre les discussions sur la coopération en matière de financement de projets dans le domaine de la gestion de l'eau.** Le coût du nouveau programme est estimé à 1,5 Md€. Il vise à étendre, moderniser et construire de nouvelles infrastructures hydrauliques pour assurer la protection contre les inondations. Au cours de la réunion, les représentants de la Banque mondiale ont confirmé leur intérêt et la possibilité de cofinancer le nouveau programme de gestion de l'eau à hauteur d'environ 500 M€.

Transport

- ferroviaire

Année record pour les contrats de renouvellement de matériel roulant. En 2023, la valeur des 12 nouveaux contrats conclus a atteint 3,29 Mds PLN (700 M€), dépassant le record de 2021 (3,16 Mds PLN -680 M€-). Les contrats de 2023 concernent la production de 137 unités : 60 rames électriques multiples, 6 véhicules à double propulsion et 71 locomotives pour transport de passagers. 58% de la valeur des marchés ont été conclus par des collectivités locales - à la fois les bureaux des maréchalats et les opérateurs appartenant à une voïévodie. L'entreprise polonaise NEWAG a reçu la majorité des commandes, pour une valeur s'élevant à plus de 2,54 Mds PLN (550 M€). L'entreprise polonaise PESA a obtenu le reste des contrats, pour une valeur de 687 M PLN (150 M€).

La voïévodie de Petite-Pologne et NEWAG ont signé un contrat pour la livraison de 25 nouvelles rames. Pour rappel, après deux appels d'offres infructueux, la voïévodie a considérablement modifié le cahier de charges. Seule l'entreprise NEWAG a candidaté à ce 3^{ème} appel d'offres avec un prix très proche du budget du commanditaire. La situation était similaire pour l'appel d'offres relatif à la fourniture de 35 nouvelles rames pour PKP Intercity, où seul NEWAG a candidaté (offre à 3,3 Mds PLN -731 M€- pour un budget de l'opérateur de 732 M€).

Début mars, PKP Intercity a signé avec l'entreprise *H. Cegielski - Fabryka Pojazdów Szynowych* (Poznań) un contrat pour la livraison de 300 nouvelles rames pour un montant de 4,2 Mds PLN (920 M€). La commande comprend aussi un droit d'option pour 150 rames supplémentaires. La valeur du contrat avec cette option sera de 6,4 Mds PLN (1,3 Md€). Début avril, l'opérateur ferroviaire PKP Intercity a signé avec le même fournisseur un contrat de modernisation et d'entretien de 50 rames type 112A pour 461 M PLN (100 M€).

Le Centre des Projets Européens de Transports (CUPT) a informé que le montant du financement des investissements dans le matériel roulant de transport de passagers serait augmenté de 875 M PLN (190 M€). Grâce à cela, la plupart de ces projets pourront recevoir une aide à hauteur de plus de 40% de leur coût, et non plus de 26%. Outre les dépenses afférentes au matériel roulant pour le transport de passagers, 175 M€ du PNRR seront alloués au matériel roulant pour le transport ferroviaire de fret, principalement pour le transport intermodal.

- urbain

Les villes de Łomża, Suwałki, Mielec, Stalowa Wola et Biała Podlaska bénéficieront d'un cofinancement européen pour les investissements dans la mobilité durable dans le cadre du **Programme « Fonds Européens pour la Pologne Orientale 2021-2027 »**. La valeur du projet s'élève à plus de 370 M PLN (80 M€), avec un cofinancement de presque 280 M PLN (60M€).

Grâce à ce financement les villes vont notamment acheter des bus électriques (38 unités au total pour l'ensemble des projets), construire des pôles d'échange, des voies piétonnes et cyclables, et reconstruire des terminaux de bus. Le confort des voyageurs sera amélioré grâce à des arrêts de bus neufs ou rénovés et des parkings de type Park&Ride.

Le maire de Varsovie Rafal Trzaskowski a annoncé avoir négocié avec la Commission européenne 231 M€ supplémentaires pour la construction d'une **3^{ème} ligne de métro à Varsovie** (début des travaux en 2028). **A Cracovie, le projet de métro** est toujours d'actualité et la décision environnementale pour la 1^{ère} étape de la ligne est attendue pour avril. La construction de ce tronçon devrait prendre 6 ans et son coût est estimé à 3 Mds PLN (650 M€).

HONGRIE

Énergie

Le recteur de l'université de Debrecen a annoncé qu'**un institut de recherche sur les batteries électriques** allait être créé au sein de l'atelier HUMDA Zöld Életre Valók.

Le 20 mars, **un nouveau record de production électrique issue des centrales photovoltaïques** a été atteint. Pendant plusieurs heures, ces centrales d'une puissance supérieure à 50 kW ont produit 3 400 MWh. Le précédent record - atteint le mois précédent - était de 2 792 MWh.

- électricité

Le prix de l'électricité à la bourse HUPX a atteint des niveaux négatifs pendant trois jours consécutifs lors du dernier weekend de mars. Le 31 mars, le prix est resté négatif pendant 6 heures. Un prix négatif signifie que le producteur d'électricité paie l'acheteur. Ce phénomène s'explique notamment par la **forte production d'électricité grâce aux panneaux solaires et à une demande réduite**. La multiplication des épisodes de prix négatifs pose cependant des problèmes de rentabilité et de rentabilité des investissements pour les producteurs d'énergie renouvelable.

E. ON Hungária va installer 165 000 compteurs électriques intelligents. L'énergéticien prendra en charge la moitié du coût de l'opération, qui bénéficiera également des fonds de la Facilité pour la relance et la résilience.

- gaz

La Hongrie a réduit sa consommation de gaz en 2023 de 20 % par rapport à la moyenne sur les cinq années précédentes; la cible décidée par l'Union européenne était de 15 %. La consommation s'est ainsi établie à 8,5 Mds m³ en 2023, contre 9,4 Mds en 2022.

A partir du 1^{er} juillet, E.On Áramszolgáltató va être incorporé dans MVM Next Energiakereskedelmi, le groupe MVM avait acheté la filiale du groupe allemand en 2022. **Le groupe MVM a pour objectif de devenir l'unique fournisseur de gaz et d'électricité** sur le marché régulé pour les consommateurs individuels.

- énergies fossiles

L'office gouvernemental du comté d'Heves a **prolongé de 4 ans le permis environnemental de la centrale au lignite de Matra. Elle pourra donc rester en activité jusqu'en 2029**. Très polluante, cette centrale produit 7 à 8 % des émissions de CO₂ de la Hongrie.

L'entreprise MOL a acheté le club de football de Újpest. Selon le journal Népszava, Újpest était le seul club de première division qui n'avait aucune connexion directe ou indirecte avec le gouvernement. Le club a été racheté par MOL Vagyonkezelő, la filiale de gestion d'actifs du groupe pétrolier. MOL sera représenté auprès du club de football par Péter Ratatics, qui dirige les activités de vente au détail au sein du groupe.

- énergie nucléaire

Les travailleurs étrangers mobilisés sur le site de Paks vont pouvoir bénéficier de permis de travail de plus longue durée, ainsi que de procédures accélérées. Les travailleurs étrangers pourront désormais rester jusqu'à 5 ans.

- énergies renouvelables

Selon le ministère de l'énergie, **les investissements prévus dans les énergies renouvelables cumulent au total 10 GW**. 5 GW - principalement de l'énergie solaire - devraient être installés d'ici 2028. 2,5 GW d'énergies éoliennes sont prévus, ainsi que 2,5 GW de stockage par batteries.

Samsung a pour intention de construire une troisième usine de batteries dans la ville de Göd, à proximité de Budapest. Cette nouvelle usine prendrait la forme d'un partenariat avec *Hyundai Motor Group*, qui équiperait ses véhicules des batteries construites par Samsung. Des recrutements sont en cours, notamment auprès de travailleurs philippins grâce à un accord entre la filiale hongroise de Samsung et l'Autorité philippine pour l'emploi à l'étranger.

Le gouvernement a publié **un nouveau décret qui vise à accélérer l'octroi de permis pour l'installation d'éoliennes**. Il est ainsi prévu que toutes les demandes d'implantation d'éoliennes déjà déposées lors d'appels d'offres passés vont recevoir une autorisation de connexion au réseau électrique sous 60 jours, à condition qu'elles puissent être connectées avant 2030.

L'entreprise portugaise **Greenvolt Power va construire et opérer une centrale photovoltaïque de 57 MW**. Sa localisation n'a pas encore été dévoilée, mais un accord a déjà été obtenu pour son raccordement au réseau électrique. **Gonvarri Solar Steel va participer à la construction d'une centrale de 65 MW**. Ce projet est situé sur le comté de Szabolcs-Szatmár-Bereg.

Des tests ont été lancés à Sajóvánka et à Markaz dans le cadre **d'un projet de barrage hydroélectrique de pompage-turbinage**. Il est prévu que des **panneaux photovoltaïques soient installés à la surface de l'eau**, pour **produire davantage d'électricité et réduire l'évaporation**. L'installation aurait une puissance totale de 500 à 600 MW. Le secrétaire d'Etat Attila Steiner espère que les travaux pourront débuter en 2025 ou 2026.

Eve Power a commencé à recruter des travailleurs pour son usine de Debrecen, dont la construction devrait s'achever à la fin de l'année 2025. Il s'agit notamment de travailleurs dans le domaine de la logistique, de la manutention, de la production mécanisée et de la construction. Un accord de coopération a été signé avec l'université de Debrecen concernant la formation, l'apprentissage et des activités de recherche et développement. L'entreprise a également décidé de soutenir l'équipe de football locale DVSC.

L'Association Nationale des Familles Nombreuses **demande la mise en place d'un référendum à Erd, au sujet de l'installation prochaine d'une usine de recyclage de batteries électriques**. Il est à noter que la présidente de l'association est la candidate Fidesz aux élections municipales de juin 2024. Le gouvernement a publié en ligne un questionnaire sur les énergies vertes.

Des négociations seraient en cours **à propos de l'implantation d'une usine du constructeur chinois Great Wall Motors** aux alentours de Pécs.

Environnement

Le secrétaire d'Etat à l'environnement et à l'économie circulaire, Anikó Raisz, a annoncé **que le gouvernement offrirait aux « municipalités, ONG, agriculteurs et églises » une aide publique pour nettoyer les décharges illégales**, pouvant atteindre jusqu'à 115€/m². Une précédente opération de ce type, menée en 2020, avait permis de récolter 165 000t de déchets. Afin d'éviter que le dépôt illégal des ordures ne reprenne après l'opération de nettoyage, les bénéficiaires de l'aide peuvent cette fois utiliser jusqu'à 40 % de son montant pour construire ou développer des équipements et systèmes de protection.

Le fonds d'investissement public *National Capital Holding* a lancé le **Green Capital Programme** doté de 500 000€ destinés **à financer des projets liés à la transition écologique pour des PME**.

Le 1^{er} avril, il a fait 30,2°C à Kelebia (record depuis 1939).

Infrastructures

- routières

Un nouveau pont a été inauguré entre la Hongrie et la Slovaquie. D'une longueur de 50m et d'un coût de 7,5 M€, il permet de traverser la rivière Ipel entre la ville hongroise de Drégelypalánk et la ville slovaque d'Ipolyhídvég. Il existe **désormais 40 points de passage entre les deux pays** le long de la frontière qui s'étire sur 654 km.

- urbaines

La BKK, en charge des transports publics à Budapest, a annoncé **un projet de construction d'une liaison en tram entre Deák tér et Lehel tér**. Cette extension permettrait de créer ainsi une ligne ininterrompue de 22 km en liant les lignes 47 et 49 au sud aux lignes 12 et 14 au nord.

Transport

- ferroviaire

Le groupe suisse Stadler a signé un contrat avec Gysev pour la livraison de 9 trains Intercités de type Flirt. Ces trains seront utilisés sur le tronçon hongrois d'une ligne opérée par Gysev, à partir de 2027. Un prêt de la Banque Européenne d'investissement a été accordé à Gysev pour cette opération.

- routier

Les immatriculations de voitures ont augmenté de 13,9 % en 2023 dans l'UE. **Tous les pays ont enregistré une hausse des immatriculations, à l'exception de la Hongrie où elles ont reculé de 3,4 %**. Les ventes semblent toutefois repartir en 2024 puisque l'on observe, sur les deux premiers mois de l'année, une augmentation de 4,1 % par rapport à 2023. Néanmoins, l'âge moyen des véhicules continue de croître en Hongrie, ce qui signifie que nombre de ces immatriculations ne concernent pas des véhicules neufs, mais plutôt des **importations de véhicules d'occasion**. Cette tendance s'explique par une hausse du prix des véhicules neufs ces dernières années, ainsi que par la faiblesse du forint.

La première pierre d'un nouveau centre logistique de 55 000 m² a été posée à Ebes, dans la banlieue de Debrecen. La construction du site, qui appartient à l'entreprise belge/hongroise *Weerts Logistics Park*, va être menée par *Market Épito*.

Le groupe hongrois *Waberer International* a annoncé que sa filiale WSZL avait finalisé l'achat de 55 % des parts de *MD International*, un acteur important du secteur logistique serbe. En 2023, le chiffre d'affaires de la société serbe s'est élevé à 55 M€.

Entre le 1^{er} janvier et le 11 mars 2024, les ventes d'e-vignettes qui permettent de circuler sur les autoroutes ont augmenté de 22,8 % en glissement annuel, pour un montant total de 115 M€. Les ventes de vignettes de types D1, à destination des petits véhicules ont augmenté de 9,1 %, et les vignettes D2 (véhicules de 7 places et + et camions de moins de 3,5t) ont baissé de 1,6 %.

- urbain

Le nombre de voyages effectués grâce aux vélos MOL Bubi ont augmenté de 49 % en février par rapport à l'année passée. Le nombre total de vélos a atteint 2 460. Cette augmentation est notamment due aux températures particulièrement clémentes. Par ailleurs, les étudiants peuvent bénéficier de 30 minutes gratuites à condition d'avoir acheté certains abonnements via l'application *Budapest GO*.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Énergie

- nucléaire

Le délai pour le dépôt des offres fermes des deux candidats en lice EDF et le coréen KHNP pour la construction du nouveau réacteur nucléaire Dukovany 5 (comprenant des options contraignantes pour trois autres unités) a été reporté de quinze jours, au 30 avril 2024, à la demande d'EDF. Le ministre de l'Industrie et du Commerce a déclaré qu'il s'agissait d'une procédure classique qui n'aurait aucun impact sur le calendrier du projet.

L'énergéticien CEZ, qui exploite la centrale nucléaire de Dukovany, **a signé avec la société de chauffage de la ville de Brno (*Teplarny Brno*) un accord stratégique pour la mise en œuvre de la canalisation qui doit transporter la chaleur produite en cogénération par la centrale nucléaire jusqu'à la ville (40 km) à partir de 2030**. Cette étape est nécessaire pour permettre le lancement d'un appel d'offres pour le choix de l'entreprise qui réalisera la construction du

caloduc. D'après le PDG de CEZ, Daniel Benes, la sélection de l'entreprise devrait intervenir vers 2027. Selon la maire de Brno, cela permettra à la ville d'être approvisionnée en chaleur à un prix inférieur à son coût actuel, qui dépend surtout de la production de centrales à gaz. L'investissement s'élèverait à 19 Md CZK (750 M€). [Lien du communiqué de presse de CEZ Group](#)

- énergie renouvelable

Les demandes de subvention par les particuliers pour l'installation de nouveaux panneaux photovoltaïques ont enregistré une forte baisse ces dernières semaines. Elles sont passées de 27 000 entre le 1^{er} janvier et le 15 février à seulement 700 demandes déposées du 15 février au 28 mars. Le 15 février correspond à la date de réduction du plafond de la subvention (50% du coût de l'installation) par le ministère de l'Environnement (de 200 000 CZK -8 k€- à 160 000 CZK -6 k€-). Outre la réduction du cofinancement public maximal, la chute des prix de l'électricité allonge la période de retour sur investissement, ce qui décourage les investissements.

L'entreprise énergétique Orlen Unipetrol a annoncé le lancement d'ici la fin de l'année de la construction de la plus grande installation photovoltaïque de Tchéquie (60 MW), qui sera connectée à un électrolyseur pour la production d'hydrogène vert. L'entreprise recevra 500 M CZK (20 M€) du Fonds de Modernisation pour cet investissement prévu pour 2028.

- efficacité énergétique

Selon l'Association des fournisseurs de services énergétiques (APES), **les investissements des institutions publiques dans des projets d'efficacité énergétique, afin de réduire leur consommation, ont été multipliés par 10 en g.a.**, atteignant près de 2 Mds CZK, soit 79 M€ en 2023. Ces projets concernent majoritairement des établissements médicaux.

- consommation de gaz

L'énergéticien national CEZ Group a annoncé l'acquisition d'une participation majoritaire de 55,21% dans la société de distribution de gaz GasNet, détenue par des investisseurs australiens. GasNet est le plus grand distributeur du pays (80% du marché), avec la gestion de près de 65 000 km de gazoducs, plus de 2,3 M de clients et la distribution de plus de 65 TWh de gaz par an. A travers cette acquisition, le groupe met en avant le renforcement de sa position sur le marché gazier national, au service des perspectives de décarbonation du pays et de la sécurité énergétique. Cet investissement complète par ailleurs **la trajectoire de renforcement du contrôle du secteur gazier par l'Etat tchèque** après une série d'investissements stratégiques dans ce secteur.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce a modifié le décret sur l'état d'urgence dans l'industrie du gaz, afin de renforcer la préparation à d'éventuelles ruptures d'approvisionnement et d'adapter la procédure de crise dans de tels cas (mesures de délestage en fonction des différentes catégories de consommateurs). Selon le ministère, en cas de crise, la réduction de la consommation serait progressive afin de maintenir les usines ouvertes le plus longtemps possible. L'état d'urgence serait déclaré par le gestionnaire du réseau de transport NET4GAS. Le ministère précise par ailleurs que le risque de crise lors de la prochaine saison de chauffage est limité, du fait notamment du niveau de remplissage élevé des stocks de gaz (59% de leur capacité totale actuellement, contre 49% au même moment l'an dernier). [Lien du communiqué de presse du MPO.](#)

- stockage d'électricité

Le gouvernement a approuvé **un projet d'amendement à la loi sur l'énergie (LEX RES III) qui transpose certaines règles européennes concernant le stockage de l'électricité et les solutions de flexibilisation et d'agrégation de la demande,** afin de renforcer la gestion du système électrique. Selon le directeur de l'Association du stockage de l'énergie (AKU-BAT), cette loi permettra de construire des grandes installations de stockage par batteries, d'introduire des systèmes intelligents de gestion de la consommation d'énergie et de lancer de nouvelles formes d'entreprises liées à l'énergie. Par ailleurs, l'opérateur du réseau de transport d'électricité CEPS a déclaré que les investissements dans le réseau de transport et de distribution devront être renforcés pour atteindre 39 Mds CZK/an (1,5 Md€). [Lien du communiqué de presse du MPO](#)

- chaleur

Chaleur de récupération à Prague : la municipalité de Prague a approuvé la mise en œuvre d'un plan préparé par sa Société de gestion de l'eau (PVS) consistant en la création d'un « Centre de l'énergie » qui utilisera la chaleur résiduelle obtenue à partir du traitement des eaux usées de la centrale de Císařský ostrov. Cela permettra d'approvisionner en chauffage environ 200 000 personnes. Le coût de cet investissement devrait s'élever à 8 Mds CZK (300 M€). Avec la mise en route de ce projet, prévue pour 2029, **la ville réduira sa dépendance au gaz et au charbon pour son chauffage.** [Communiqué de presse de la ville de Prague](#)

Transports et infrastructures

- ferroviaire

L'opérateur ferroviaire *Správa železnic* a annoncé des **retards dans le projet LGV en Moravie**. Les travaux sur les premiers tronçons ne seront pas amorcés avant 2027 en raison d'une durée de réalisation de l'étude d'impact environnemental (EIE) plus longue que prévue. En outre, le choix de recourir à un modèle de financement par PPP rend l'approche plus complexe, tout en allongeant le temps de préparation. Les travaux de reconstruction des gares Ostrava-Svinov et Hranice na Moravě commenceront néanmoins dès 2026.

Le groupement franco-tchèque AREP ARCHITECTES - Monom a remporté (contre 25 autres candidats) le concours d'architecture et d'urbanisme de la nouvelle gare TGV de Jihlava dont la construction devrait débuter en 2029. Le jury a notamment apprécié l'intégration du nouveau pôle de transports dans le paysage, la qualité et la clarté de l'ensemble des liaisons de transfert au sein de la gare. Celle-ci doit être en mesure d'accueillir jusqu'à 6 000 passagers / j.

L'opérateur ferroviaire European Sleeper a prolongé son offre qui reliait initialement Bruxelles à Berlin. Le nouvel itinéraire, en service depuis le 25 mars 2024, dessert désormais la République tchèque et comprend les arrêts suivants : Bruxelles, Amsterdam, Berlin, Dresde, Bad Schandau et Prague. **Quatre pays et quatre capitales européennes sont ainsi reliés.** Pour le ministre des transports tchèque, Martin Kupka, **le retour d'une offre commerciale de trains de nuit constitue un signal de la nécessité d'achever la modernisation des corridors existants tout en accélérant la préparation et la construction des LGV en Tchéquie.**

L'opérateur ferroviaire national *České dráhy* a remporté le contrat d'exploitation des services conventionnés de la région de Moravie de Sud. L'opérateur exploitera 33 trains électriques - propriété de la région - pour une durée de 10 ans à compter de décembre 2024. La Moravie du Sud est la seule région tchèque disposant de ses propres trains.

Le ministre des Transports envisage de financer sous forme de PPP la construction de la nouvelle gare à Brno. Celle-ci doit devenir un pôle multimodal majeur au sein de la ville ainsi qu'un nœud pour les futurs TGV des lignes à grande vitesse reliant Prague à Vienne et Ostrava. La configuration de la gare existante ne convenait pas. La nouvelle gare, dont le coût de construction est évalué à 63,5 Mds CZK (2,5 Mds€), devrait être opérationnelle à partir de 2035.

- urbain

L'Autorité de protection de la concurrence, UOHS, a commandé une expertise de l'offre (non retenue) du groupement *Vinci-Porr-Marti*, suite à l'annulation par la *Société des transports publics de Prague (DPP)* du choix de l'offre du groupement *Subterra* (groupe *Metrostav*) et *Hochtief* pour la construction du 2^{ème} tronçon de la ligne de métro automatique D de Prague (1,23 Md€). La DPP évaluera de nouveau les offres sur la base des expertises pour attribuer le marché. Les expertises devraient être disponibles en septembre 2024.

- aérien

L'aéroport Václav Havel a entamé les préparatifs pour élargir les capacités du terminal 2. Le projet, estimé à 22 Mds CZK (0,87 Md€), vise à offrir 8 nouveaux stationnements de contact pour les avions à fuselage large ou 16 stationnements pour les avions à fuselage étroit. Les travaux d'agrandissement devraient débuter fin 2027 pour s'achever en 2033.

Pour la saison estivale, l'aéroport de Prague offrira des vols directs vers 167 destinations dont 13 nouvelles (par exemple Florence, Astana, Tallinn, Chisinau, Tachkent ou Vérone). Ces vols

seront opérés par 68 opérateurs aériens. L'aéroport a bénéficié de la croissance la plus rapide d'Europe au 1^{er} trimestre 2024 et cible 16,1 M de voyageurs en 2024 (contre 13,8 M en 2023).

Environnement

Une réunion des ministres de l'Environnement de neuf pays européens (Tchéquie, Slovaquie, Hongrie, Pologne, Bulgarie, Roumanie, Slovénie, Autriche, Allemagne) avec les représentants de l'Agence européenne de l'Environnement, s'est tenue à Brno le 12 mars. La réunion portait sur les mesures qui permettent de mieux protéger la nature et la santé humaine. Plusieurs enjeux ont été particulièrement mis en avant tels que la pollution lumineuse, la pollution chimique de l'eau, ainsi que l'économie circulaire. [Communiqué de presse du ministère tchèque de l'Environnement](#)

SLOVAQUIE

Énergie

- électricité

Le principal électricien du pays, Slovenske elektrarne, a arrêté le 26 mars la production de sa dernière centrale thermique située à Vojany à l'est du pays. En décembre, il avait déjà arrêté la centrale thermique de Novaky. La centrale de Vojany était composée de deux unités de 660MW (6 blocs x 110 MW) : Vojany I (en fonction depuis 1965) et Vojany II (depuis 1973). Avec sa puissance de 1 320 MW, il s'agissait de la plus grande centrale électrique de Tchécoslovaquie. Ces dernières années, seuls certains blocs étaient utilisés pour le soutien au réseau. La production d'électricité de Slovenske elektrarne est désormais décarbonée. Néanmoins, le charbon est toujours utilisé par les centrales de cogénération à Kosice (est) et Zilina (nord) qui produisent également de l'électricité par cogénération lors de la saison de chauffe. Au regard des enjeux énergétiques dans l'est de la Slovaquie – avec notamment le projet d'électrification des fourneaux de US Steel et l'arrivée de Volvo pour la production de véhicules électriques – le PDG de Slovenske elektrarne prévoit de maintenir 80 des 120 employés de Vojany pour répondre aux nouveaux projets de la société.

- gaz

Le ministère de l'Economie a soutenu mi-mars 23 projets d'installation de stations à biogaz. Le soutien s'élève à 22 M€ même si l'enveloppe totale issue du Plan national de relance et de résilience était de 26 M€. Deux entreprises vont profiter du soutien maximal par projet (1,5 M€) et 10 projets prévoient la reconversion de stations à biométhane. Selon l'Association slovaque de biogaz, **le potentiel de tous les projets devrait permettre de décarboner 8 % du gaz consommé en Slovaquie.** Enfin, l'allocation par entreprise s'élève au maximum à 45 % de la valeur estimée du projet.

- nucléaire

Un Sommet sur l'énergie nucléaire s'est tenu à Bruxelles le 21 mars. La Slovaquie était représentée par son Premier ministre Robert Fico et par sa vice-Première ministre et ministre de l'Economie, Mme Denisa Sakova. M. Fico est satisfait que la Commission ait modifié son appréciation sur l'énergie nucléaire. Il a rappelé la critique émise en 2007 lorsque son gouvernement avait évoqué le lancement de la construction de nouveaux blocs à Mochovce. La ministre a indiqué sa **volonté de construire une Slovaquie énergétiquement forte avec une production sûre et stable à partir de centrales nucléaires, complétée par les énergies renouvelables.** En conséquence, le gouvernement va non seulement travailler **sur l'achèvement des travaux de construction du dernier réacteur de Mochovce, mais aussi entreprendre des démarches pour pouvoir construire une nouvelle centrale nucléaire.**

- énergie renouvelable

L'Association slovaque de l'industrie photovoltaïque a publié ses données sur les centrales solaires du pays. En 2023, **la puissance installée a atteint 840 MW, en hausse de 46 % en glissement annuel.** La capacité du parc PV slovaque représente 23% de la puissance installée renouvelable, dominée par les centrales hydroélectriques, qui en représentent 71 %.

- chaleur

Le fonds d'investissement britannique *Infracapital* a vendu en mars sa participation au sein du groupe énergétique GGE. Ce dernier opère les centrales de chauffage dans six municipalités slovaques et détient aussi la société Elgas (revente d'électricité et de gaz). Le groupe GGE emploie 330 personnes et réalise un CA de 360 M€. Sa puissance installée de chaleur s'élève à 213 MW, celle d'électricité à 70 MW.

Transport

- routier

Le gouvernement a approuvé le 20 mars le projet de loi sur **l'introduction de la vignette autoroutière journalière**. La loi devrait entrer en vigueur le 1^{er} juillet 2024 et la vignette sera uniquement sous forme numérique.

- ferroviaire

Železnice Slovenskej republiky (ZSR), société publique chargée des infrastructures ferroviaires, a connu une année 2023 relativement favorable. En effet, après une perte de 78 M€ en 2022, l'entreprise a fait un bénéfice de 2 M€ en 2023. Cette bonne performance résulte de deux principaux facteurs : **la subvention publique a augmenté** de 40 M€ (414 M€ au total, prévision de 472 M€ en 2024) **et ZSR a réduit ses coûts liés à l'énergie** de 60 M€ en g.a. (contrats très désavantageux en 2022). Les dépenses salariales se sont établies à 340 M€ et ont augmenté de 61 % en dix ans. La société souffre également d'une pénurie de main d'œuvre qualifiée : en 2023, 1 024 employés ont opté pour la retraite anticipée (après 40 ans de travail).

Après huit mois de négociation, les partenaires sociaux et *Železnícna spoločnosť Slovensko* (ZSSK, société publique chargée du transport de passagers) ont signé une **convention collective qui devrait conduire à un salaire moyen brut de 2040 € pour les cheminots**. La convention est valable jusqu'à 2028 et **devrait améliorer les conditions de travail, favoriser le recrutement de main d'œuvre et arrêter les départs en retraite anticipée**. La société publique ZSR est également parvenue à un accord avec ses syndicats en signant le 3 avril une annexe à la convention collective. Ainsi, à partir d'avril, les salaires sont revalorisés de 7 % et une nouvelle prime de fonctionnement sera mise à disposition à partir du 1^{er} juin. En outre, une nouvelle revalorisation des salaires de 3 % est prévue à partir du 1^{er} juillet 2024.

Mi-mars, le **ministère des Transports a signé avec l'opérateur public des infrastructures ferroviaires ZSR un contrat pour l'octroi du financement issu du Plan national de relance et de résilience, à hauteur de 221,5 M€**. Ce contrat a pour but de **financer l'électrification des rails entre Bánovce nad Ondavou et Humenné** (approximativement 40 km). Les travaux ont déjà commencé à l'automne dernier et devraient augmenter la vitesse jusqu'à 120 km/h sur ce tronçon. Ils devraient également moderniser les différentes gares.

Le 20 mars, **la société municipale de transport public de Bratislava a signé avec le ministère des Transports un contrat sur le financement de l'achat de 10 tramways supplémentaires Skoda 29T3 ForCity+** suite à un appel d'offres réalisé en 2021. Une contribution de 23,9 M€ sera octroyée à partir du PNRR et de son volet REPowerUE. Cette contribution couvre 100 % de l'achat et aucun cofinancement n'est nécessaire. Avec cette commande, le fabricant *Skoda Transportation* dispose de 27 mois pour livrer les tramways (juin 2026, cf. date limite PNRR).

- aérien

Le gouvernement a approuvé le 20 mars le projet de loi sur l'aviation qui règlemente l'utilisation des drones. Ainsi, le ministère devra établir un registre des opérateurs de systèmes d'avions sans équipage. Ceux nécessitent une certification, de même que le pilotage à distance.

Environnement

Le niveau moyen du tri des déchets municipaux dans les 30 plus grandes villes slovaques a atteint 46,9 % en 2023, en légère hausse de 0,4 % en glissement annuel. La ville de Pezinok (23 000 habitants, ouest du pays) est sortie première de ce classement avec le taux de 55,9 % suivie par Nove Zamky (55,7 %, 39 000 habitants, sud) et Liptovsky Mikulas (55,5 %, 32 000 habitants, nord). Le niveau du tri n'est que de 39,7 % dans la capitale slovaque.

Mi-mars, le gouvernement a approuvé le nouveau programme forestier pour les années 2025-2030, présenté par le ministre de l'Agriculture et du développement rural. Le programme, intitulé « **Les forêts pour la société** », repose sur trois objectifs globaux : **(1) une gestion des forêts** en tant que base de la bioéconomie moderne de la campagne, **(2) des forêts diversifiées aptes à mieux résister au changement climatique et à atténuer ses impacts**, **(3) une société prospère utilisant sans conflit toutes les fonctions de la forêt**. Pour y parvenir, la stratégie définit **17 objectifs stratégiques** tels que l'adaptation des forêts menacées au changement climatique, l'introduction de la gestion des forêts respectueuse de la nature, l'utilisation des plantes ligneuses sur les territoires non boisés pour l'adaptation du pays au changement climatique, l'augmentation de la compétitivité du secteur forestier et du bois, ou encore l'optimisation de l'utilisation énergétique de la biomasse à partir du bois. Concernant la gestion respectueuse de la nature, elle devrait passer de 5 % de toute la surface des forêts à l'heure actuelle à 25 % en 2030. En outre, **le plan prévoit le changement progressif de la composition des forêts à hauteur de 10 % avec une stratégie de remplacement des arbres les plus vulnérables par des arbres plus résistants.**

LITUANIE

Énergie

Le ministère lituanien de l'énergie a publié une **nouvelle stratégie nationale d'indépendance énergétique**, qui donne des projections et des objectifs à l'horizon 2050. Le pays devrait alors consommer environ 74 TWh d'électricité par an. L'objectif affiché est de **faire de la Lituanie, qui importe aujourd'hui plus de la moitié de son électricité, un pays autosuffisant et même exportateur net**, notamment d'hydrogène.

Alors que la Lituanie connaît actuellement une phase de développement rapide des énergies renouvelables, le document entrevoit la **possibilité de recourir à l'énergie nucléaire, en construisant des petits réacteurs modulaires (SMR) après 2030**. Une décision politique devra donc être prise d'ici là, selon des modalités à définir. Plus précisément, dans le **scénario envisagé par le ministère, les principales sources de génération d'électricité en Lituanie seront l'éolien onshore (28,1 TWh/an), l'éolien offshore (18,8 TWh/an), le nucléaire (11,2 TWh/an) et le solaire (9,5 TWh/an)**. Les **principaux consommateurs d'électricité seront l'hydrogène (35,5 TWh), l'industrie (12,6 TWh) et les transports (6,3 TWh)**. Par comparaison, selon les données de l'opérateur Litgrid, la Lituanie a produit 5,7 TWh d'électricité et en a consommé 11,1 TWh en 2023.

- électricité

Le gouvernement lituanien vient d'approuver une résolution proposée par le ministère de l'énergie, qui vise à **faire de l'unification du réseau électrique national d'ici 2034 une priorité nationale**. Ce **projet vise à construire de nouvelles lignes de transmission de 330 kV** qui relieront Panevėžys dans l'est à Darbėnai dans le nord-ouest, **ainsi qu'une nouvelle sous-station à Varduva**. Cela permettra non seulement de **renforcer le réseau électrique interne de la Lituanie, mais également de faciliter l'intégration des énergies renouvelables dans le système électrique national**, notamment l'éolien en mer et terrestre. Cette résolution doit encore être approuvée par le parlement.

Environnement

La ministre de l'Economie et des Innovations A. Armonaitė a annoncé, mercredi 20 mars, le lancement du *GreenTech Hub*, initiative visant à accompagner les entreprises dans leur transition écologique. Ce programme d'accompagnement sera piloté par une équipe dédiée à l'Agence des Innovations qui va se charger, entre autres, de renforcer la participation des entreprises lituaniennes dans les projets internationaux.

Transport

- ferroviaire

LTG Link, branche « passagers » de la compagnie de chemin de fer LTG, a introduit le service internet par satellite Starlink dans trois de ses trains. Quatre autres suivront à l'automne. Le service sera automatiquement activé sur les tronçons où la connexion internet classique est

faible. Les lignes concernées à ce stade sont les plus populaires : Vilnius-Klaipėda et Vilnius-Riga.

LETTONIE

Énergie

- éolien offshore

L'entreprise néerlandaise **Van Oord Dredging and Marine Contractors B.V. (Van Oord)** prévoit de développer une base de maintenance des parcs éoliens offshore et un terminal pour marchandises encombrantes dans le port de Liepaja et a signé un accord de réservation de terrain avec l'autorité de la zone économique spéciale de Liepaja (Liepaja SEZ). Le nouveau terminal a pour objectif de **pallier le manque de capacité en infrastructures portuaires nécessaires à la construction de parcs éoliens en mer Baltique**. Le site de 55 ha sera aménagé en défrichant de nouvelles zones, ce qui permettra de créer une nouvelle infrastructure polyvalente de manutention de marchandises et d'accueillir de nouvelles installations de fabrication et/ou d'assemblage. La mise en service de cette nouvelle infrastructure est prévue pour la mi-2027. [Plus d'informations ici](#).

Martins Cakste, président du conseil d'administration de Latvenergo, a déclaré lors d'une interview accordée à l'agence d'information LETA que **son entreprise et l'allemand RWE avaient suspendu leur coopération en matière de développement de parcs éoliens offshore en Lettonie**, entamée en septembre 2022. Selon lui, à l'heure actuelle, **la technologie des parcs éoliens offshore n'est pas compétitive par rapport aux parcs éoliens terrestres**, en raison de la haute inflation, de l'inaccessibilité des financements bancaires et des contraintes logistiques. Cependant, il a souligné que Latvenergo a trouvé un autre partenaire et prévoit de participer au concours pour le parc éolien en mer entre l'Estonie et la Lettonie porté par ELWIND. [Plus d'informations ici](#).

Transport et infrastructures

- maritime

Dans le cadre du projet « Riga Ropax Terminal » réalisé par le port de Riga, il est prévu de construire un nouveau terminal maritime de passagers qui pourrait accueillir jusqu'à 150 bateaux de croisière et 540 navires de transport de passagers et de fret. L'un des objectifs de la construction du nouveau terminal est également **de rétablir les services réguliers de ferry en coopération avec les compagnies « Tallink », « Viking Line » et « Stena line »**. Le projet, dont le coût total est estimé à 90 M€, sera financé par l'Autorité du port franc de Riga et des investisseurs privés. Les travaux de construction du nouveau terminal devraient débuter en 2026 et se terminer en 2028. [New passenger terminal for Riga Port planned / Article \(ism.lv\)](#)

ESTONIE

Énergie

L'entreprise néerlandaise Power2X a prévu d'investir 1 Md€ pour la construction d'une usine de méthanol d'une capacité annuelle de 500 000t. Basée près de Pärnu dans le sud-ouest de l'Estonie, l'usine devrait être opérationnelle d'ici 2028. **Elle produirait du méthanol à base de sous-produits du bois** (l'Estonie dispose d'une importante production forestière) **et d'hydrogène vert, produit dans les parcs éoliens environnants**. Un autre argument décisif pour l'entreprise est le projet Rail Baltica, qui devrait desservir la ville de Pärnu dès sa mise en service en 2030 et considérablement faciliter les échanges avec les pays voisins. La construction de l'usine devrait de surcroît engendrer la création d'environ 2 000 emplois et 200 personnes devraient s'occuper de son exploitation.

Elering, opérateur des réseaux électriques, prévoit le financement d'un quatrième câble sous-marin reliant la Lettonie et l'Estonie. Ce dernier passerait par l'île de Saaremaa, plus grande île estonienne située au Sud-Ouest du pays. Il serait financé grâce aux subventions européennes et aux revenus qu'il génère. Estimé à 1 Md€, ce nouveau câble permettrait le raccordement des futures éoliennes offshore situées dans le golfe de Riga.

- énergie fossile

En raison de son impact environnemental et de ses émissions significatives de CO₂, le ministère du Climat prévoit **de ne plus délivrer de permis pour de nouvelles zones de coupe en tourbière**, en attendant une nouvelle loi sur le climat. La tourbe est principalement extraite dans la région de Pärnu, au Sud-Ouest du pays.

- énergies renouvelables

Les entreprises estoniennes Sunly et Metsagrupp prévoient de construire le plus grand parc de panneaux solaires des pays baltes à Risti dans l'Ouest de l'Estonie. D'une capacité de 244MW, le parc aux 350 000 panneaux coûterait 120 M€ et couvrirait la consommation de 55 000 ménages. La construction débuterait au deuxième trimestre 2024 pour s'achever début 2026. A plus long terme, un dispositif de stockage et un parc éolien devraient s'ajouter à ce complexe.

Le ministère de la Défense estonien a demandé à la municipalité de Jõhvi, dans le Nord-Est du pays, à 50km de la frontière russe, **de retirer le permis de construire d'un parc de panneaux solaires.** Le motif donné est que ce parc pourrait interférer avec les transmissions radios d'une base militaire située à 500m. La construction du parc solaire étant achevée, l'entreprise réclame une dizaine de M€ de dommages et intérêts. Un compromis serait en négociation.

L'Estonie se prépare à l'adoption de la directive européenne requérant le quadruplement de l'utilisation de biocarburants d'ici 2030. Les producteurs de biocarburants estiment que la régulation mise en place par l'Etat estonien ne leur est pas favorable car elle impose une accise aussi forte que celle sur les carburants classiques et effectue peu de contrôle quant au respect des règles de ventes de biocarburants des distributeurs. Actuellement, on estime que 7,5% des carburants vendus en Estonie sont des biocarburants, or l'objectif pour 2030 est de 29%.

Infrastructures

- gazoduc

Le gazoduc Balticconnector reliant la Finlande et l'Estonie, en panne depuis octobre dernier suite à un dommage externe probablement provoqué par l'ancre d'un bateau, sera remis en fonctionnement le 22 avril.

Environnement

Le Centre estonien d'investissement pour l'Environnement (KIK) a lancé le 3 avril un appel à candidatures pour soutenir de nouvelles technologies vertes innovantes. Il s'agit de soutenir financièrement des start-ups mais aussi de leur permettre d'intégrer des accélérateurs pour recevoir des conseils et des retours d'expérience. Le budget est estimé à 3,1 M€, grâce aux aides européennes du PNRR.

Agenda

22 avril 2024	Lancement du concours Eco-Miasto (<i>en ligne</i>)
23-24 avril 2024	TOGETAIR Climate Summit , à Varsovie
25 avril 2024	Conférence sur l'énergie éolienne « WindWorks. Connecting industries » , à Riga
8-10 mai 2024	Forum économique EEC 2024 , à Katowice
15 mai 2024	Conference 2024 (nuclear.lv) , « Nuclear Energy for Latvia », Paula Valdena iela 5, à Riga
15-16 mai 2024	Forum Impact 2024 , à Poznan
23 mai 2024	Energy forum – ENERGY FORUM , à Vilnius
22-24 mai 2024	Forum économique franco-balte, Riga et Vilnius
4-6 juin 2024	Conférence de l'association polonaise de l'éolien PWEA , à Swinoujscie
10-13 juin 2024	French Water Tour 2024 - Pologne et Roumanie , à Varsovie et Bucarest
20-21 juin 2024	Conférence « Circular Economy in Practice » , à Ostrava
25-26 septembre 2024	Xème congrès énergétique DISE , à Wroclaw
1 ^{er} juillet 2024 – 31 décembre 2024	<i>Présidence hongroise du conseil de l'UE</i>
1 ^{er} janvier 2025 – 30 juin 2025	<i>Présidence polonaise du conseil de l'UE</i>

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie
Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallin

Abonnez-vous : noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr